

Le pouvoir burundais presse la rébellion d'observer le cessez-le-feu

PANA, 09/07/2008 Bujumbura, Burundi - Le gouvernement burundais a proposé unilatéralement, mercredi, un calendrier très serré de mise en application effective d'un accord de cessez-le-feu avec le Parti pour la libération du peuple hutu/Front national de libération (PALIPEHUTU-FNL, rébellion), un accord en souffrance depuis bientôt deux ans. Dans l'immédiat, le pouvoir de Bujumbura voudrait voir le dernier mouvement rebelle encore actif dans le pays remettre une liste exhaustive de tous ses combattants au mécanisme de vérification et de suivi (MCVS) de l'accord de cessez-le-feu, selon les termes d'une déclaration lue, mercredi, à la presse par le porte-parole du gouvernement et ministre de la Communication, Mme Hafsa Mossi.

Le gouvernement souhaite également que le PALIPEHUTU-FNL enchaîne sans tarder avec les opérations de rassemblement de ses troupes encore dispersées dans différents coins du pays. Le calendrier gouvernemental propose ensuite l'identification, la vérification et le désarmement des combattants rebelles. La mobilisation et la réintégration des combattants dans une nouvelle vie socio-professionnelle devraient avoir lieu avant fin juillet. Le mois d'août serait consacré à la formation pour familiariser les ex-combattants rebelles du PALIPEHUTU-FNL aux techniques militaires de la Force de défense nationale (FDN), souhaite-on encore du côté du pouvoir central à Bujumbura. "On veut bien suivre le calendrier, mais il faut une reconnaissance préalable de notre mouvement en tant que parti politique agrarien", a aussitôt rétorqué, de son côté, le porte-parole du PALIPEHUTU-FNL, Pasteur Habimana. Mais c'est sans compter avec les sérieuses réserves exprimées par le pouvoir burundais qui ne veut pas voir un parti politique se réclamant d'une ethnie recevoir l'agrément sans changer préalablement de dénomination. Le gouvernement se base en cela sur une disposition constitutionnelle qui n'autorise pas l'agrément de parti politique se réclamant d'une ethnie, région ou religion. "Le pouvoir a négocié la paix avec le PALIPEHUTU-FNL et c'est sous cette appellation qu'il faudra nous accueillir demain encore", a soutenu le porte-parole du mouvement rebelle. Au demeurant, les encheînements et surenchères entre l'Etat burundais et la rébellion, sur fond d'accusations mutuelles de violation du cessez-le-feu sur le terrain ne font que monter. Les violents combats aux armes lourdes du mois d'avril dernier sont encore frais dans la mémoire des habitants de Bujumbura, la capitale du Burundi et ses environs immédiats, où l'on a compté plus de 120 tués et des dizaines de milliers de déplacés forcés en quelques jours. Intéressé de la déclaration du Gouvernement burundais